

Alors que la Tunisie se prépare pour les élections législatives du 26 octobre, le faible nombre de femmes en tête des listes électorales attise les critiques.

Selon Amel Grami, intellectuelle et militante des droits de l'Homme, "la gauche rencontre la droite" quand il s'agit du rôle des femmes en politique.

"Là, les affiliations idéologiques disparaissent," dit-elle. "Le sexe prend le dessus sur tous les autres critères tels que les compétences, l'énergie et l'intégrité."

Durant la ratification de la nouvelle constitution tunisienne au mois de février, Ennahda a rejeté le vote en faveur de ce qui est connu sous le terme de "parité", à savoir un nombre égal d'hommes et de femmes en têtes des listes électorales.

Pour leur part, les partis libéraux et les partis de gauche se battent en faveur du droit des femmes à partager à égalité avec les hommes les postes décisionnaires. Mais il apparaît toutefois que les partis progressistes ont eux-mêmes rejeté les femmes pour ce premier scrutin.

"Si le partage n'avait pas été imposé depuis le dernier code électoral, au cours des élections de 2011, aucune femme n'aurait figuré sur la scène électorale," explique Saïda Garache, membre de Nidaa Tounes et représentante de l'Association des femmes démocratiques.

Nidaa Tounes n'a octroyé que deux têtes de liste aux femmes.

Maya Jribi, présidente du Parti républicain, indique à Magharebia : "les femmes existent dans tous les combats politiques, mais leur présence en tête des partis ou des listes électorales est très faible, parfois en raison d'un refus de figurer en tête de liste, comme c'est le cas dans notre parti".

Salma Baccar, députée de l'Assemblée nationale constituante pour al-Masaar, exprime son regret que les formations politiques excluent délibérément les femmes.

"La composition du prochain Parlement ne sera pas similaire à celle du conseil actuel, qui compte environ 66 femmes," dit-elle. "Le nombre de femmes au Parlement ne dépassera pas les 40".

Selon elle, la mentalité patriarcale domine encore les partis malgré les compétences affichées par les femmes.

"La faible présence des femmes sur les listes électorales s'applique à tous les partis politiques," reconnaît la dirigeante du parti Ennahda et vice-présidente de l'Assemblée constituante Mehrezia Labidi.

"Les femmes au sein des partis doivent se battre pour avoir leur place et j'appelle à ce que des mécanismes internes soient trouvés dans les chartes des partis qui les obligent à inclure des femmes et des jeunes aux postes de direction, comme c'est le cas dans les pays scandinaves," dit-elle.

Elle explique que les partis dirigés par un homme devraient nommer aux postes de suppléants un jeune et une femme pour "ouvrir les portes de l'opportunité à tous".

Pour certains électeurs tunisiens, le problème ne se limite pas au nombre de femmes figurant sur les listes électorales.

Ce qui importe, c'est que la participation des femmes soit efficace," dit Yosra Werfelli, âgé de 33 ans et cadre dans une entreprise.

Source: magharebia.com